

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOKAI COBEX SAVOIE

244 Rue des épicias
Notre Dame de Briançon 73260 La Léchère

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement TOKAI COBEX SAVOIE implanté 244 Rue des épicias, Notre Dame de Briançon 73260 La Léchère. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOKAI COBEX SAVOIE
- 244 Rue des épicias, Notre Dame de Briançon 73260 La Léchère
- Code AIOT : 0006104439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

TOKAI COBEX est une entreprise internationale qui fabrique des produits en carbone et en graphite, en particulier:

- des blocs cathodiques pour la fonderie d'aluminium et des revêtements pour les hauts fourneaux qui sont utilisés pour la production de fonte;
- des électrodes en carbone et des pâtes Soederberg pour les procédés métallurgiques de fusion pour des produits tels que le silicium métallique;
- du graphite de spécialité pour diverses applications, par exemple dans l'industrie chimique.

Le siège social de l'entreprise TOKAI COBEX est implanté en Allemagne. Il y a 4 usines de production (2 en Pologne et 2 en France à Vénissieux dans le Rhône et à Notre-Dame-de-Briançon en Savoie) ainsi qu'un bureau de vente en Chine.

L'établissement de Notre-Dame-de-Briançon dispose de plusieurs tours aéroréfrigérantes (TAR):

- 1 circuit dit « TAR salle 2 » d'une puissance 702 kW implanté en rive droite. L'eau est acheminée vers les ateliers Salle 2 et MP carbone pour refroidir:
 - les 3 compresseurs de la rive droite;
 - 2 broyeurs des matières premières carbone (2 et 3);
 - la vis Lurghi;
 - le bac à huile du broyeur giratoire de la casseuse 2;
- 1 circuit dit « TAR NRP » d'une puissance 2 x 4000 kW implanté en rive gauche. L'eau est acheminée vers l'atelier NRP pour refroidir:
 - le transformateur mobile (en phase d'alimentation d'un four et phase d'attente);
 - les charbons (en phase de graphitisation et phase d'attente);
 - les auges des fours par pulvérisation;
 - le circuit d'eau glycolée n°1 (une partie du transformateur);
 - le circuit d'eau glycolée n°2 (les plaques d'amenées de courant et les tresses électriques).

Les installations ont été mises en service au début des années 2000 et les équipements ont été modifiés en 2018.

Elles fonctionnent en continu avec 2 périodes d'arrêt annuel pour maintenance.

La puissance totale des 2 circuits TAR est égale à 8 702 kW et les installations sont classés sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921-1-a de la nomenclature des ICPE. Ces installations sont donc en particulier soumises aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Légionelles / prévention légionellose
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Formation du personnel | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | Sans objet |
| 2 | Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR) | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a | Sans objet |
| 3 | Procédures | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c | Sans objet |
| 4 | Plan d'entretien – Présence | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 | Sans objet |
| 5 | Plan d'entretien – justification | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2 | Sans objet |
| 6 | Plan de surveillance | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 | Sans objet |
| 7 | Prélèvements d'eau | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29 | Sans objet |
| 8 | Surveillance de la | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| | qualité d'eau d'appoint | 28.2 | |
| 9 | Nettoyage préventif des installations | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c | Sans objet |
| 10 | Nettoyage du dévésiculeur | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 | Sans objet |
| 11 | Procédure > 1 000 UFC/L | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2 | Sans objet |
| 12 | Procédure > 100 000 UFC/L | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1 | Sans objet |
| 13 | Procédure Flore interférente | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3 | Sans objet |
| 14 | Analyse légionnelle de l'eau | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 | Sans objet |
| 15 | Suivi des rejets | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60 | Sans objet |
| 16 | Fiches de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, articles 31/35/37-5 | Sans objet |
| 17 | Rétentions | Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 8.4.1 | Sans objet |
| 18 | Etiquetage des substances et mélanges dangereux | Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 6.1.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une très bonne connaissance de ses installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air (IRDEFA) généré par ventilation mécanique ou naturelle et de la réglementation applicables. Les éléments présentés en salle et les constats réalisés sur le terrain n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant dispose en particulier d'une procédure cadre à propos de la prévention du risque légionelle dans une tour aéroréfrigérante (rôle et responsabilités dans la gestion des installations, recherche de légionelle, gestion des incidents, prévention de la pollution de l'eau, etc.). Aussi, la surveillance réglementaire mensuelle est correctement réalisée et déclarée sur GIDAF par l'exploitant. Cette surveillance réglementaire ne conduit pas à mettre en évidence de récents dépassements significatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles,</p> |

associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Constats :

La responsable environnement de l'établissement dispose d'une formation initiale et d'une expérience professionnelle lui permettant d'être techniquement et réglementairement compétente sur les sujets relatifs à la prévention de la légionellose dans le cadre de l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante. Elle dispense à ce titre certains modules de formation auprès des salariés concernés.

Les formations sont assurées sous forme de 4 modules: expert exploitant TAR, général légionelle, accompagnement préleveur et suivi TAR. Les catégories de personnes à former ainsi que le contenu des modules de formation sont décrits dans un tableau disponible dans la procédure cadre.

Les formations sont inscrites dans un fichier RH (tableur présenté lors de la partie en salle) afin d'assurer le suivi des formations dispensées ainsi que le besoin de formation (mutation interne, personne nouvellement embauchée). Des attestations sont délivrées à chacune des personnes ayant réalisé une formation.

L'ensemble des documents relatifs à la formation, dont le carnet de suivi dématérialisé et le planning de formation, sont accessibles sur le réseau information de l'exploitant.

Le module relatif à la formation générale sur le risque légionelle fait l'objet d'un recyclage tous les 4 ans. Le module relatif au suivi des TAR est quant à lui revu en cas de besoin, notamment lors des changements de stratégie de traitement ou lors d'un changement de prestataire externe pour le traitement d'eau des circuits TAR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

Une AMR de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'AMR est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des

| |
|---|
| connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. |
| Constats : L'AMR est établie par l'exploitant avec l'aide d'un prestataire externe. La dernière version du document a été réalisée en septembre 2025 avec DEKRA. Il y a un document pour chacun des 2 circuits TAR. Ces documents sont révisés a minima selon une fréquence annuelle (historique des différentes versions présenté lors de la partie en salle). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Procédures

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; • procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : <ul style="list-style-type: none"> ◦ suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; ◦ en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; ◦ en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; ◦ suite à un arrêt prolongé complet ; ◦ suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ; ◦ autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p> |
| Constats : Les TAR de l'établissement sont exploitées tout au long de l'année. Ces installations ne font pas l'objet d'un fonctionnement intermittent, saisonnier ou d'un arrêt prolongé partiel. L'ensemble des procédures, consignes et modes opératoires relatifs à l'exploitation des TAR sont disponibles de façon dématérialisée. Les documents sont référencés dans la procédure cadre de l'exploitant et sont accessibles via un lien disponible dans le carnet de suivi dématérialisé (document présenté lors de la partie en salle). L'exploitant dispose en particulier d'une procédure relative à l'arrêt immédiat de la dispersion pour chacun des 2 circuits TAR. Ces instructions se présentent sous forme de fiches réflexes et prennent en considération les modalités spécifiques relatives au maintien des systèmes de refroidissement pour raison de sécurité des équipements. L'exploitant n'a pas été interrogé, lors de cette visite d'inspection, sur les procédures de gestion de l'installation pendant les phases d'arrêt et de redémarrage des installations selon les différents cas de figure qu'il est possible de rencontrer (suite à l'arrêt de la dispersion par exemple ou suite un |

| |
|--|
| arrêt pour maintenance). La procédure cadre de l'exploitant mentionne cependant que la gestion des TAR pendant les arrêts et les redémarrages est décrite dans le plan d'entretien de chacune des installations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Plan d'entretien – Présence

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...] <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'entretien (ou plan de maintenance) pour chacun des 2 circuits TAR afin de définir les mesures d'entretien préventif des installations et de maintenir une concentration en legionella pneumophila à un niveau inférieur à 1000 UFC/L. Le document est défini à partir de l'AMR.</p> <p>Le document contient en particulier la fiche de stratégie de traitement préventif, établi avec le prestataire externe BWT en charge du traitement de l'eau des circuits.</p> <p>L'exploitant a présenté le schéma relatif à la stratégie de traitement de chacun des 2 circuits TAR. Ces documents précisent en particulier les lieux d'injection ainsi que la nature des produits de traitements injectés et la fréquence des injections.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Plan d'entretien – justification

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>Constats :</p> <p>Les fiches de stratégie de traitement décrivent et justifient le choix des produits de traitement utilisés, la compatibilité des molécules entre elles et mentionnent les produits de décomposition</p> |

| |
|---|
| <p>des produits de traitement susceptibles de se retrouver dans les rejets des installations de refroidissement avec les valeurs de concentration auxquels ils seront rejetés.</p> <p>L'exploitant dispose de l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents au sein de l'établissement (cf. point de contrôle n°16), y compris les FDS des produits de traitement de l'eau des circuits TAR.</p> <p>L'exploitant a précisé que la stratégie de traitement déployée sur la TAR NRP prévoit l'utilisation de biocides non oxydant en continu en application de la procédure "gestion du biocide choc sur les TAR" et a rappelé qu'un courrier justificatif avait été transmis à l'inspection des installations classées en 2021 dans le cadre du changement de la stratégie de traitement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la fiche mentionnant les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation doit également préciser les valeurs en flux (cf. procédure cadre FR 04-02-05 I 01 révision 3 - § 4.5.2).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Plan de surveillance

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de surveillance (et de gestion des incidents) dont les grandes lignes sont décrites au travers de la procédure cadre. Ce document autoportant est défini et revu, à partir des conclusions de l'AMR, par le service de maintenance de l'établissement en lien avec le traiteur d'eau BWT. Le document comporte 3 parties:</p> <ul style="list-style-type: none"> • surveillance de l'eau d'appoint; • surveillance de l'eau du circuit; • surveillance de l'eau rejetée. <p>Le plan de surveillance est associé à plusieurs procédures spécifiques pour chacun des 2 circuits TAR.</p> <p>La surveillance est assurée par le traiteur d'eau sous la supervision de l'exploitant.</p> <p>Les résultats de la surveillance sont consignés dans le carnet de suivi dématérialisé de chacun des circuits TAR. Les résultats de la surveillance de l'eau du circuit font de plus l'objet d'un rapport mensuel.</p> <p>Pour chacun des circuits TAR, un suivi en ligne avec remontée d'information est mis en place</p> |

| |
|--|
| auprès du traiteur d'eau et des alarmes sont remontées auprès des référents techniques et administratifs des TAR de l'établissement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Prélèvements d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11/09/2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de manière hebdomadaire si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, de manière mensuelle si ce débit est inférieur.</p> <p>Ces résultats sont portés sur le carnet de suivi de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Chacun des 2 circuits TAR de l'établissement est pourvu d'un dispositif de mesure totalisateur de l'eau entrante. L'exploitant réalise un relevé quotidien de ces dispositifs. Les données sont consignées dans une fiche de suivi, disponible au niveau d'un pupitre à proximité immédiate de l'installation, et sont également reportées dans le carnet numérique de suivi des installations. La visite terrain a permis de constater la présence du dispositif ainsi que le renseignement de la fiche de suivi du circuit TAR NRP. L'exploitant a de plus présenté le carnet numérique de suivi des installations et en particulier la partie du document relative au suivi des relevés (une colonne est dédiée au suivi de l'eau d'appoint de chaque circuit, donnée en mètres cubes et alerte interne). L'exploitant a précisé que le traiteur d'eau réalise en parallèle son propre suivi de la consommation d'eau de façon automatique et continue.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Surveillance de la qualité d'eau d'appoint

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; • Matières en suspension < 10 mg/l. <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p> <p>En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et</p> |

| |
|--|
| une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale. |
| Constats : Les modalités de surveillance de la qualité de l'eau d'appoint sont décrites dans la procédure cadre de l'exploitant. L'analyse de l'eau d'appoint est réalisé a minima une fois par an, en période estivale (eau chaude) sur les paramètres MES (matières en suspension) et legionella pneumophila. En cas de dépassement sur l'année N, une nouvelle analyse est réalisée dans un délai d'un mois et 2 analyses sont ensuite réalisées sur les 2 paramètres en période estivale lors de l'année N+1 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Nettoyage préventif des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. |
| Constats : Un nettoyage mécanique et/ou chimique des installations est réalisée au moins une fois par an par le prestataire externe CTP ENVIRONNEMENT. La dernière opération de nettoyage a été effectuée du 10 a 13 juin 2025. Les actions à mettre en oeuvre dans le cadre des opérations de nettoyage (nettoyage chimique avant nettoyage mécanique, nettoyage mécanique, nettoyage chimique final avant redémarrage) sont décrites dans des procédures spécifiques pour chacun des circuits TAR. Le détail des travaux réalisés lors de l'arrêt annuel est fixé dans le plan d'entretien de l'installation et l'ensemble des documents spécifiques de réalisation sont archivés par l'exploitant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser s'il existe une procédure associée à l'utilisation d'un jet d'eau pour le nettoyage mécanique des installations. Le cas échéant, ce document doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Nettoyage du dévésiculeur

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| Prescription contrôlée : <u>Article 12 :</u> La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet. Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation |

des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.

Article 26.II.2 :

[...]

Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.

Constats :

L'exploitant a présenté l'attestation délivrée par le fournisseur des installations (BALTIMORE AIRCOIL COMPANY) le 09/05/2018 lors du dernier changement des équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Procédure > 1 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont

| |
|--|
| renouvelées tant que la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi. |
| Constats : L'exploitant dispose d'une procédure à appliquer en cas de dérive de la concentration en <i>legionella pneumophila</i> lorsque la concentration est supérieure ou égale à 1000 UFC/L et inférieure strictement à 100 000 UFC/L. Cette procédure est disponible sous forme de logigramme en annexe de la procédure cadre et elle reprend les prescriptions réglementaires de l'AMPG du 14/12/2013. En complément, des consignes sont également précisées dans les paragraphes 5.2.2 - Cas d'alerte légionelle et incident et 6 - Gestion des incidents de la procédure cadre susvisée à propos des analyses à réaliser (dépassement unique, dépassement multiples). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant pourra procéder à une mise à jour du logigramme relatif à cette procédure afin de remplacer le terme "actions correctives" par le terme "actions curatives" dans les 3 cadres jaunes relatif à l'intervention de la maintenance et au lancement de la procédure du traiteur d'eau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Procédure > 100 000 UFC/L

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| Prescription contrôlée : 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : <ul style="list-style-type: none"> • les coordonnées de l'installation ; • la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; • la date du prélèvement ; • les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion |

de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure à appliquer en cas de dérive de la concentration en *legionella pneumophila* lorsque la concentration est supérieure ou égale à 100 00 UFC/L. Cette procédure est disponible sous forme de logigramme en annexe de la procédure cadre et elle reprend les prescriptions réglementaires de l'AMPG du 14/12/2013.

En complément, des consignes sont également précisées dans les paragraphes 5.2.2 - Cas d'alerte légionelle et incident et 6 - Gestion des incidents de la procédure cadre susvisée à propos des analyses à réaliser et de la conduite à tenir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant pourra procéder à une mise à jour du logigramme relatif à cette procédure afin de:

- remplacer le terme "correctives" par le terme "curatives" dans le 2nd cadre jaune;
- détailler la liste de tous les documents (AMR, plan d'entretien, plan de surveillance, fiche de stratégie de traitement) devant être remis à jour en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion;
- ajouter le délai de transmission du rapport global à l'inspection des installations classées ramené à 10 jours si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Procédure Flore interférente

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| Prescription contrôlée : 3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella Pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente : a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit. b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives. c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. |
| Constats : L'exploitant dispose d'une procédure à appliquer en cas de présence d'une flore interférente rendant impossible la quantification en legionella pneumophila. Cette procédure est disponible sous forme de logigramme en annexe de la procédure cadre et elle reprend les prescriptions réglementaires de l'AMPG du 14/12/2013. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant pourra procéder à une mise à jour du logigramme relatif à cette procédure afin de remplacer le terme "actions correctives" par le terme "actions curatives" dans les 2 cadres jaunes relatif à l'intervention de la maintenance et au lancement de la procédure du traiteur d'eau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Analyse légionnelle de l'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles |
| Prescription contrôlée : Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) répond aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;le laboratoire rend ses résultats sous accréditation. Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (version 2020) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire. Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : <ul style="list-style-type: none">coordonnées de l'installation ;date, heure de prélèvement, température de l'eau ; |

- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début de l'analyse.
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau mesurés au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.

L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerait des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ;
- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

Constats :

La procédure cadre de l'exploitant stipule en particulier les 2 points suivants:

- Les prélèvements sont réalisés par un opérateur formé, appartenant à un laboratoire accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025, et réalisant des tests interlaboratoires. La copie de la certification COFRAC, qui permet de répondre à ces demandes, est conservée. Le laboratoire fournit le protocole de prélèvement utilisé;
- Le laboratoire chargé de l'analyse doit s'assurer que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella* species supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservées pendant trois mois par le laboratoire (document d'engagement de leur part).

Le laboratoire actuellement en charge de réaliser les analyses est le laboratoire EUROFIN.

La lecture au hasard d'un rapport d'analyse transmis sous GIDAF en 2025 permet de constater que les informations réglementaires prescrites par l'AMPG du 14/12/2013 sont bien présentes dans le document.

En complément de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la procédure relative aux consignes et aux modes opératoires à mettre en oeuvre dans le cadre des prélèvements d'échantillons d'eau des TAR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Suivi des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.

[...]

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un

échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a rappelé les points suivants:

- les eaux résiduaires du circuit TAR NRP sont rejetées vers la station d'épuration de la Léchère via le point de rejet X2;
- les eaux résiduaires du circuit TAR salle 2 sont rejetées à l'Isère via le réseau d'eaux pluviales REP05.

Les modalités de la surveillance réglementaire des rejets sont décrites dans la procédure cadre de l'exploitant (points de prélèvements, paramètres à surveiller et fréquence d'analyse).

Une surveillance spécifique des produits de décomposition des produits de traitement est mise en place en cohérence avec la fiche de stratégie de traitement de chacun des circuits.

Les analyses sont réalisées selon une fréquence trimestrielle ou annuelle et sont déclarées sous GIDAF.

Les résultats sont également annexés au carnet de suivi dématérialisé de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Fiches de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31/35/37-5

Thème(s) : Produits chimiques

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits disponibles au sein de l'établissement, y compris les FDS des produits de traitement utilisés par le traiteur d'eau. Ces documents sont disponibles dans la base de données numérique de l'exploitant. Un lien spécifique vers ces documents est disponible dans le carnet de suivi dématérialisé des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 8.4.1

Thème(s) : Produits chimiques

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • 50% de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les produits de traitement utilisés dans le cadre de l'exploitation du circuit TAR NRP, zone correspondant à la partie de l'établissement visitée, sont disponibles sous le format de bidons (quelques dizaines de litres) ou sous format de cuves (quelques centaines de litres avec approvisionnement par dépotage camion). Les bidons sont stockés sur des dispositifs de rétention et les cuves disposent de leur propre système de rétention.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : Etiquetage des substances et mélanges dangereux

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 6.1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Produits chimiques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les cuves et les bidons (cf. point de contrôle précédent) sont pourvus d'un affichage clair et lisible. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |